

Une crise énergétique sans précédent assaille notre monde. Le prix du pétrole brut a franchi la barre des 70 dollars le baril et selon les prédictions d'organisations internationales crédibles, il va encore augmenter.

La crise a ses gagnants et ses perdants. Les bénéficiaires des sociétés pétrolières ont flambé mais les pays en développement non producteurs de pétrole, en Afrique en particulier, ont subi de lourdes pertes. L'environnement – local, régional et mondial – est également un grand perdant car il y aura davantage de forages, y compris dans des zones désignées comme aires protégées pour la faune et la flore sauvages et de sites naturels classés au patrimoine de l'humanité. Les prix élevés de l'énergie accélèrent le rythme de la destruction des forêts et de la dégradation de l'environnement dans la plupart des pays africains du fait que les ménages augmentent leur consommation de bois de feu et de charbon de bois. Lorsque l'environnement perd, c'est notre planète qui perd, et chacun d'entre nous avec.

Attaquer le *problème de front*

MERSIE EJIGU décrit les possibilités qu'offrent les bio-combustibles pour assurer le développement et la sécurité énergétique en Afrique

La société a besoin d'énergie pour survivre. La nourriture que nous absorbons, les vêtements que nous portons, notre mobilité – en un mot, nos moyens d'existence – en dépendent. Les pays développés ont peut-être la capacité de parer à la crise énergétique, mais cette capacité est limitée ou inexistante dans les pays en développement non producteurs de pétrole, en particulier en Afrique. Ceux-ci doivent faire face à ses conséquences ruineuses. L'Afrique représente 3 % de la consommation mondiale d'énergie moderne – part par habitant la plus faible de tous les continents et à peine la moitié de la moyenne mondiale. Et pourtant l'Afrique doit supporter le fardeau le plus lourd des coûts énergétiques élevés. Dans de nombreux pays africains, ces coûts sont à l'origine de revendications sociales et de tensions politiques, ils favorisent l'instabilité politique, entravent les efforts de réduction de la pauvreté, accroissent la disparité entre les revenus, freinent le passage d'une économie de subsistance à une économie de marché et obligent les femmes à consacrer davantage de temps à ramasser du bois et moins à participer à des programmes sociaux et à être économiquement productives.

Une occasion inédite

William Shakespeare disait, « Ortie : danger, fleur : sécurité ». Dans le passé, les crises de l'ampleur de celles causées par la hausse des coûts énergétiques ont eu deux effets diamétralement opposés. Les fortes hausses des coûts ont provoqué des souffrances humaines considérables. Il n'empêche que les crises ont également été à l'origine d'innovations et de produits et procédés nouveaux. L'Afrique n'a pas profité des possibilités offertes par la crise de l'énergie et celle provoquée par la sécheresse qui ont sévi ces trois dernières décennies. Elle n'a maintenant pas d'autre choix que de saisir celle résultant du choc énergétique actuel.

Réussir à « tirer parti d'une crise » dépend de la capacité



institutionnelle et des ressources humaines. Bien qu'il puisse être nécessaire de les renforcer dans certains domaines, de nombreux pays africains en ont néanmoins assez pour utiliser la crise à leur profit. Il ne leur faut que la volonté politique.

L'Afrique regorge de quantités considérables d'énergie renouvelable. Elle a la quantité moyenne de rayonnement solaire la plus élevée chaque année dans le monde : elle reçoit 95 % de l'ensoleillement hivernal quotidien supérieur à 6,5 kWh/m² du monde. Ses ressources en énergie hydroélectrique et géothermique sont inexploitées – seuls 7 % de son potentiel d'énergie hydraulique et 0,6 % de son potentiel d'énergie géothermique sont exploités. La réduction du gaspillage d'électricité (11,3 % par rapport à la moyenne mondiale de 9,2 %) offre également de grandes possibilités.

La consommation d'énergie

Pour ce qui est de la consommation, de nombreux pays africains tirent plus de 90 % de leur énergie ménagère de la biomasse, telle que bois, charbon de bois, résidus de récoltes et excréments d'animaux. L'efficacité de son utilisation finale est peu importante : pour produire un peu d'énergie, la concentration de ces combustibles traditionnels doit être élevée. Le bois, y compris le charbon de bois, est peut-être la source d'énergie tirée de la biomasse la plus néfaste pour l'environnement. Les problèmes que posent, pour l'environnement et la santé, la consommation d'énergie à base de biomasse en Afrique sont aggravés par la consommation la plus forte du monde de combustible à base de plomb. Vingt-deux des 49 pays de l'Afrique subsaharienne n'utilisent que des carburants à base de plomb, 13 uniquement du sans plomb et 14 les deux.

L'Afrique doit passer des sources d'énergie traditionnelles à des sources modernes, en améliorer la conservation, exploiter son potentiel d'énergie renouvelable en grande partie inexploité et ►



Didier Constant/UNEP/Topfoto

Pour ce qui est de la consommation, de nombreux pays africains tirent plus de 90 % de leur énergie ménagère de la biomasse, telle que bois, charbon de bois, résidus de récoltes et excréments d'animaux

réduire sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

Il faudra en premier lieu s'employer à élaborer une stratégie énergétique complète comprenant une orientation clairement définie en matière d'investissement et de politique macro-économique et traitant tous les problèmes essentiels – production, commerce, consommation, recherche et investissements dans l'énergie renouvelable. Tout ceci doit être pleinement intégré dans les stratégies nationales de développement, telles que celles de réduction de la pauvreté.

Deuxièmement, il convient d'augmenter considérablement l'investissement dans la biomasse. En tant que principale source d'énergie ménagère, elle mérite d'être mieux reconnue et de bénéficier d'investissements plus importants. Ceci pourrait, par exemple, amener les ménages, les communautés et les gouvernements à planter davantage d'arbres. Dans la plupart des pays africains, des années de dégradation des terres et de déboisement se sont soldées par une réduction de la couverture végétale, un épuisement des nutriments du sol et un affaiblissement de la densité de la biomasse. En réalité, il est peu onéreux d'investir dans la plantation d'arbres facile à réaliser de façon routinière. Elle permet en effet d'obtenir un rendement rapide et élevé des capitaux investis, de réduire la dégradation de l'environnement et d'atténuer le changement climatique en augmentant le piégeage du dioxyde de carbone. En même temps, il convient d'encourager les ménages à utiliser efficacement l'énergie : réduire le gaspillage d'énergie grâce à des technologies énergétiques plus économiques est un élément essentiel de la nouvelle révolution en matière d'énergie renouvelable.

Troisièmement, il est tout aussi important de promouvoir l'investissement dans les bio-combustibles – carburants liquides pour le transport tirés de plantes telles que l'herbe, la canne à sucre, le maïs, l'huile de palme, l'huile de colza et les graines de ricin. Les bio-combustibles remplacent le pétrole onéreux et ils sont biodégradables et non toxiques. Ils remplacent le plomb pour augmenter l'indice d'octane. Ils accroissent les revenus agricoles, créent des emplois et offrent le moyen le moins coûteux d'atteindre la sécurité énergétique. Ils brûlent de manière plus propre et produisent moins d'émissions que les combustibles fossiles. Ils aident à diminuer la dégradation de l'environnement et à atténuer le changement climatique en augmentant le piégeage du dioxyde de carbone. Et ils réduisent la dépendance par rapport à des importations onéreuses tout en diversifiant, en élargissant et en augmentant les exportations. Il existe un potentiel considérable pour adapter et utiliser de façon extensive les bio-combustibles en investissant davantage dans la plantation d'arbres et de buissons qui peuvent les produire. Bien sûr, l'Afrique est un continent déficitaire en produits alimentaires et il est donc important de veiller à ce que la production de bio-combustibles ne soit pas en concurrence avec la production alimentaire. La technologie des bio-combustibles s'étend rapidement à des cultures non alimentaires et à des végétaux susceptibles d'enrichir le sol, ayant un haut rendement, demandant moins d'humidité et plus efficaces sur le plan énergétique.

Les énergies renouvelables

Enfin, en quatrième lieu, il importe d'élaborer des politiques fiscales et de marché capables de promouvoir les énergies renouvelables, de stimuler des partenariats privés et publics et de développer des marchés auxquels peuvent facilement avoir accès les consommateurs pour obtenir les ressources et les services d'énergie renouvelable dont ils ont besoin.

Les moyens d'existence de nombreux Africains sont déjà menacés par la pénurie d'énergie et les problèmes écologiques résultant de la dégradation des terres et du déboisement. Les prix élevés du pétrole brut, associés au fait que l'Afrique est fortement tributaire de l'énergie tirée de la biomasse, auront pour conséquence une plus grande détérioration des conditions de vie et peut-être l'effondrement du tissu social. Et cependant, en dépit des souffrances humaines qu'elle a causées, la crise énergétique nous offre une énorme possibilité de repenser et de concevoir de nouvelles politiques en matière d'énergie.

La nouvelle politique énergétique devrait être globale et écologiquement durable, encourager l'investissement aux niveaux public, privé, de la communauté et des agriculteurs dans les sources d'énergie renouvelable et, notamment, dans le reboisement et les bio-combustibles. Cette politique ne devrait pas être isolée mais intégrée dans les politiques nationales de développement, dans les stratégies de réduction de la pauvreté et les politiques commerciales nationales et en constituer la priorité. En fait, le reboisement et la production de bio-combustibles sont des impératifs du développement qui créent des possibilités pour améliorer la qualité de vie, augmenter les revenus ruraux, créer des emplois et améliorer le climat local et mondial. Et chacun – pauvres et riches, jeunes et vieux, hommes et femmes – peut se mobiliser pour planter des arbres et produire des bio-combustibles et contribuer ainsi de façon importante à la sécurité énergétique, à la paix et au développement durables ■

Mersie Ejigu – précédemment Ministre de la planification du développement et Ministre de l'agriculture et des ressources naturelles d'Ethiopie – est Fondateur, Président et Directeur général du Partenariat pour la viabilité de l'environnement en Afrique (PAES) et Membre de haut rang de la Fondation pour la protection et la viabilité de l'environnement